



©Auteur. Cette œuvre, disponible à
<http://dx.doi.org/10.18162/fp.2024.a332>, est distribuée
sous licence Creative Commons Attribution 4.0 International
<http://creativecommons.org/licenses/by/4.0/deed.fr>

L'émigration d'enseignant.es camerounais.es au Canada : motivations, stratégies et effets

Ibrahim **Abdourhaman**
Université de Garoua (Cameroun)

<http://dx.doi.org/10.18162/fp.2024.a332>

CHRONIQUE • Point de vue international

En octobre 2023, la ministre des Enseignements Secondaires du Cameroun publiait un communiqué indiquant que 1573 enseignant.es avaient abandonné leurs postes et se trouvaient pour la plupart au Canada. En même temps, bien que les annuaires statistiques ne donnent pas assez de précisions sur la pénurie enseignante, celle-ci est une réalité au regard de l'emploi de Maîtres des Parents ou communautaires et d'enseignants vacataires non-fonctionnaires (27,44 % au primaire et 16,12 % au secondaire en 2022), et des ratios adoptés sur le plan international. Ce communiqué faisait partie d'un dispositif de ralentissement des départs d'agent.es de l'État vers des pays étrangers¹ consistant à donner la possibilité aux citoyens de signaler les cas d'abandon de poste, à durcir les conditions de délivrance des authentications de diplômes, et à surveiller les aéroports afin de mieux repérer ces départs. Ces nouvelles mesures traduisent l'inquiétude des pouvoirs publics, confrontés à la détermination d'un nombre croissant de fonctionnaires à quitter le Cameroun, dans un contexte mondial fortement marqué par une pénurie d'enseignant.es incitant plusieurs pays du Nord à recruter des enseignant.es formé.es à l'étranger. L'émigration d'enseignant.es camerounais.es, estimée à plusieurs milliers de personnes par année², apparaît s'inscrire dans la logique d'un marché de l'emploi de plus en plus globalisé, mais également « dans des courants d'attraction et de répulsion façonnés par tout un ensemble de données économiques et sociales dans le pays d'origine comme dans le pays d'accueil » (Gaillard et Gaillard, 2006, p. 40). Ces mouvements migratoires d'enseignant.es formé.es font émerger plusieurs interrogations : quelles sont les motivations, les stratégies et les effets de l'émigration d'enseignant.es camerounais.es au Canada ? Nous répondons à ces questions sur la base d'une

enquête nourrie par des données issues d'entretiens et l'exploitation de la documentation officielle et médiatique sur le phénomène : interviews, circulaires et communiqués ministériels, publications dans les fora d'enseignant.e.s sur les réseaux sociaux (en particulier WhatsApp et Facebook).

Contexte et motivations des enseignant.e.s candidat.e.s à l'expatriation

Le Cameroun indépendant a connu sur le plan économique et social trois périodes qui ont marqué la profession enseignante. La première peut être qualifiée de « 25 glorieuses » (de 1960 à 1985), car renvoyant à une période de croissance soutenue. Durant cet « âge d'or », dont l'évocation par les personnes qui l'ont vécu est toujours teintée de nostalgie, l'enseignant camerounais bénéficiait d'une rémunération en hausses régulières, de conditions de travail et de vie acceptables et d'une considération sociale valorisante. Puis sont venues les années d'austérité et d'ajustement structurel (1986-2005) caractérisées par deux baisses successives de salaires, la dévaluation du franc CFA, le gel des recrutements à la fonction publique. Cette période qui a favorisé l'apparition des statuts précaires d'enseignants (maîtres des parents, instituteurs et professeurs vacataires, etc.) est celle dite de la « génération sacrifiée ». Enfin a suivi la période de reprise timide, avec l'adoption des politiques de contractualisation pour répondre plus efficacement aux engagements liés à l'Éducation pour tous (EPT) (Dembélé et al., 2023).

Bien que le phénomène d'expatriation soit connu de longue date, l'actuelle génération d'enseignant.e.s est celle qui aspire le plus à quitter le Cameroun, ciblant le Canada et certains pays occidentaux. La fuite des compétences en général et celle des enseignant.e.s en particulier est alimentée d'une part par les pressions familiales et celles des pairs. D'autre part, le phénomène est exacerbé par l'émergence des programmes de recrutement des professionnels formés à l'étranger, initiés par les gouvernements des pays occidentaux, et soutenus à travers des médias sociaux qui aident à entretenir l'illusion d'une destination perçue comme un « paradis ». Déçu.e.s par l'environnement local, les enseignant.e.s camerounais.e.s espèrent obtenir ailleurs une rémunération satisfaisante et des conditions de vie meilleures. Dans ce but, ils et elles déploient des stratégies à même de leur permettre de réaliser leur projet.

Stratégies d'expatriation

Les stratégies d'expatriation des enseignant.e.s se déploient en plusieurs phases, allant de la prospection à l'intégration au sein du corps enseignant au Canada, en passant par la mobilisation des capitaux, financier et social et le suivi des procédures d'immigration.

L'une des stratégies financières repose sur ce qu'on appelle les « arriérés de salaire ». Au Cameroun, les recrues du secteur public de l'enseignement ne perçoivent la totalité de leur premier salaire qu'au bout de deux à trois ans. Le manque à percevoir est payé sous forme de rappel, ce qui permet au salarié d'obtenir d'un seul coup un montant d'environ 5000 dollars. Ainsi, plusieurs choisissent d'utiliser ces sommes, ou ont recours à d'autres stratégies telles que les tontines communautaires, les « migro-crédits ³ » ou les emprunts à long terme contractés auprès de banques pour financer leur projet d'immigration. Cette stratégie est concomitante à la sollicitation de parrains, migrants déjà installés au Canada. Tout au long de la période de préparation, le candidat ou la candidate cherche aussi à obtenir les certifications nécessaires à la constitution et à l'évaluation de son dossier, traité par une ambassade ou sous-contraté

à un service spécialisé en immigration⁴. Enfin, l'aventure n'étant pas sans risque, les enseignant.e.s essaient parfois d'assurer leurs arrières en sollicitant auprès du ministère de la Fonction publique une mise en stage ou une mise en disponibilité, ou encore en passant un arrangement complaisant avec le chef de leur établissement pour qu'il les « couvre », moyennant un pourcentage sur le salaire indûment perçu, l'objectif étant de continuer à percevoir ce salaire autant que possible et/ou, chose rare, de retourner à son poste si les choses finissaient par mal tourner. Toutes ces actions ne sont pas sans conséquences, aussi bien dans le pays de départ que dans les pays d'accueil.

Effets des mouvements migratoires d'enseignant.e.s au Cameroun et au Canada

On peut faire le constat que du point de vue des enseignant.e.s, l'option d'émigration vers le Canada comme solution à l'amélioration des conditions salariales et de vie est devenue de plus en plus prise, renforcée par les missions de recrutement. Toutefois, il n'est pas tout à fait clair si, en fin de compte, un grand nombre d'enseignant.e.s obtiennent effectivement du travail dans le secteur de l'enseignement ou finissent par le quitter ou occuper d'autres types d'emploi.

En matière de répercussions, il faut relever, d'une part, avec *The Canadian Magazine of Immigration* (2024), que 6200 nouveaux résidents permanents au Québec (11,8 %) en 2023, sont partis du Cameroun, faisant de ce pays la deuxième source de provenance des migrants après la France. Pour les autres provinces du Canada, 4265 Camerounais.e.s ont été admis.e.s comme résident.e.s permanent.e.s durant la même année. Cela contribue à augmenter et à diversifier le nombre d'enseignant.e.s formé.e.s sur le marché de l'emploi.

D'autre part, les départs d'enseignant.e.s formé.e.s du Cameroun vers le Canada provoquent, selon les inventaires, la vacance de près de deux mille postes et donc un manque à gagner en matière de dépenses de formation, de préjudice ressenti dans les établissements scolaires, mais aussi de pertes pour les banques du fait des « migro-crédits ». Le gouvernement camerounais, faute d'avoir les moyens incitatifs pour retenir ses enseignant.e.s, a décidé de mettre fin au mouvement migratoire en déployant un ensemble de mesures dissuasives et répressives.

En somme, l'émigration des enseignant.e.s camerounais.e.s est un phénomène qui prend de l'ampleur. Elle mérite de part et d'autre du flux des investigations plus poussées, propres à faciliter une compréhension de cet aspect de la mobilité enseignante.

Notes

- ¹ Comme le secteur de l'éducation, celui de la santé est touché par l'émigration et semble même avoir une longueur d'avance par rapport aux débats, actions et réactions que suscite ce phénomène, comme le montre la récente décision du Québec, sous la pression de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de suspendre le recrutement des infirmier.e.s africain.e.s, dont des Camerounais.e.s.
- ² Il est difficile d'obtenir de statistiques exactes sur la migration enseignante. Cependant, le chiffre officiel de 1573 (de janvier à octobre 2023) et celui global de 35000, diffusé dans les fora d'enseignant.e.s, en disent long sur l'ampleur du phénomène.
- ³ Nous désignons par ce néologisme des crédits bancaires contractés dans le but de financer les projets d'expatriation.
- ⁴ En marge de toutes ces structures, des agences privées se mettent en place pour « aider » les candidats à l'immigration à réaliser leur projet moyennant de fortes sommes d'argent. Il est souvent difficile de faire la part des choses entre les arnaqueurs qui infestent les milieux et ceux qui aident vraiment.

Références

- Dembélé, M., Sirois, G., Abdourhaman, I., Azoh, F. J., Kyélem, M., Sakho, I. et Bacha, M. (2023). Attirer, former et retenir des enseignant.es compétent.es au primaire en Afrique subsaharienne francophone : un état de la situation au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et au Sénégal. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 94, p. 95-106.
<https://journals.openedition.org/ries/14661>
- Gaillard, A-M. et Gaillard, J. (2006). Fuite des cerveaux, circulation des compétences et développement en Afrique. Un défi global. Dans M. Pilon (dir.) *Défis du développement en Afrique subsaharienne : l'éducation en jeu*. CEPED, p.37-65.
- The Canadian Magazine of Immigration (2024). *Cameroonian Immigrants in Canada*
<https://canadaimmigrants.com/cameroonian-immigrants-in-canada/>

Pour citer cet article

- Abdourhaman, I. (2024). L'émigration d'enseignant.es camerounais.es au Canada : motivations, stratégies et effets [Chronique]. *Formation et profession*, 32(3), 1-4. <https://dx.doi.org/118162/fp.2024.a332>